La communauté chinoise de La Réunion et les années soixante : la décennie des transformations

Edith Wong Hee Kam
La Réunion

La situation économique des Chinois au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale s'était améliorée progressivement. La départementalisation avait permis le gonflement de la masse monétaire injectée dans l'île par la France et leur avait été profitable. Par ailleurs, la concurrence entre détaillants s'était stabilisée en raison des restrictions d'entrées des étrangers dans l'île qui ne favorisaient plus l'accroissement du nombre de nouveaux commerçants.

A partir des années soixante, la vie des Chinois est marquée par l'évolution politique : on assiste à l'indépendance de Madagascar (1960), des colonies d'Afrique et à la fin de la guerre d'Algérie (1962). Ces facteurs bouleversent l'économie réunionnaise. Jusque-là repliée sur elle-même, elle subit le choc en retour de l'indépendance de ces colonies dans la mesure où elle voit débarquer les membres de compagnies commerciales comme la SCOA qui changent de terrain de chasse et se mettent à investir à La Réunion[1]. Les Chinois se trouvent ainsi confrontés à un nouveau type de concurrents, rompus aux tactiques modernes de gestion commerciale, coutumiers de la fluidité des multinationales à laquelle le « cocon » des entreprises familiales ne les a pas préparés. Par ailleurs, la vie économique continue à fonctionner sous l'importance croissante des transferts financiers que la métropole effectue vers les DOM-TOM. Enfin, la vie politique intérieure de l'île voit le rôle politique de Michel Debré avec lequel certains chefs d'entreprises chinois nouent des liens (comme par exemple les Lawson) et la bipolarité entre départementalistes (aux côtés desquels se range une grande majorité des Chinois dans le contexte de la Guerre Froide) et autonomistes.

---

[1] Selon Ho Haï Quang, « *la SCOA était avec la CFAO (compagnie Française de l'Afrique Occidentale) l'une des plus puissantes sociétés de « traite » opérant dans les colonies françaises d'Afrique », 38 chefs d'entreprises de La Réunion témoignent*, Azalées éditions, Saint-Denis, 2001, p. 424.

TRANSFORMATIONS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES

Jusque-là, le paysage économique pour les Chinois était placé sous le signe du clivage entre petits commerçants et grossistes. Une enquête menée en 1962 par des journalistes de Taïwan et publiée en 1966 sur la base de données fournies par les jeunes enquêteurs qui sillonnent l'île pour approvisionner les magasins en boissons gazeuses nous révèle qu'au début de la décennie, La Réunion comptait 26 grossistes, 14 demi-grossistes et 702 commerçants détaillants[2]. En 1960-1961, le secteur commercial détenu par les Chinois distribue environ 54 % des produits alimentaires importés et 45 % des produits manufacturés. Ils occupent un pourcentage important du commerce (le reste étant aux mains de la bourgeoisie créole ou des Indo-musulmans).

Mais dès le début de la décennie 60, on assiste à une mutation : l'évolution des structures commerciales en Europe commence à toucher La Réunion cependant que s'opère la relève des générations. La moyenne d'âge des immigrés de la première génération commence à être élevée, les membres de la deuxième génération ne tardent pas à les remplacer et à imposer de nouvelles méthodes de commercialisation. Une autre forme d'organisation commerciale prend naissance : les grandes surfaces. Les boutiques de détail et les grossistes voient naître les supermarchés. En 1962, les Lawson inaugurent le premier Prisunic à Saint-Denis, suivis des Tsang-King-Sang qui en 1966 transforment leur libre-service de Saint-Pierre en supermarché sous l'enseigne des Nouvelles Galeries avant de créer un autre magasin toujours à Saint-Pierre en 1970, puis au Port en 1972.

Face à l'ouverture des grandes surfaces, le commerce traditionnel est obligé de procéder à des réaménagements. Les commerçants chinois connaissent en un premier temps un moment de désarroi, voire de panique. Puis, ils vont tenter de relever le défi en se modernisant. Ainsi, les boutiques traditionnelles et les magasins de demi-grossistes se métamorphosent en supérettes, libres-services et supermarchés pour plusieurs d'entre eux. L'aspect se modifie. Des générations de Réunionnais avaient connu jusque-là un assemblage hétéroclite et pittoresque de marchandises. Ils voient la mise en place de rayons rationnellement classés. Le boulier fait place à la classe enregistreuse ; on emploie des caissières. Les commerçants font appel aux services de cabinets de comptabilité formés à la française. A cette époque, des jeunes d'origine chinoise sont envoyés en France pour faire des études commerciales afin d'aider l'entreprise familiale à s'adapter aux nouvelles contraintes. Les Chinois s'efforcent aussi de se rassembler. C'est ainsi qu'en 1972 naîtra le CRACD (Coopérative Réunionnaise d'Achat de Commerçants Détaillants), deux ans avant le CADR (Coopérative d'Achat de Détaillants Réunionnais). Chaque adhérent verse une cotisation et rencontre régulièrement ses homologues pour une stratégie commune de ventes ou de promotions. Ainsi s'ouvre la voie des regroupements d'achats qui seront florissants à partir des années quatre-vingt. Au sein de ces associations, le clivage traditionnel Hakka-Cantonnais tend à s'estomper. Cette politique de regroupement s'étend aussi au plan syndical avec la création du SYPMER (Syndicat des Petites et Moyennes Entreprises de La Réunion) en 1969 destiné à améliorer le système de couverture de ses adhérents.

---

[2] Huaqiaozhi Liuniwangdao, « Les Chinois de l'île de La Réunion », Huaqiaozhi Bianzhuanweiyuanhui, Taïbei, 1966, p. 252.

Si le commerce alimentaire continue à occuper une place prépondérante, les Chinois cherchent aussi à procéder à la diversification de leurs activités. Le nombre de restaurants qu'ils créent connaît un net accroissement et s'ouvrent de plus en plus à une clientèle non chinoise. Durant cette époque sont lancés des établissements comme « Le Mandarin » ou « le Pékinois ». Le secteur de l'hôtellerie voit l'acquisition ou la construction d'établissements de moyenne gamme. A cette époque démarre aussi l'investissement dans l'immobilier. Mais c'est surtout dans le domaine de l'équipement de la personne et de la maison que les Chinois font une percée. Les magasins d'électroménager voient le jour. Ainsi, à Saint-Pierre, l'ancien magasin de gros des Chane-Wet fait place à un magasin de vente des appareils ménagers. A Saint-Denis, les Fo-Yam ouvrent un centre de vente de téléviseurs et d'appareils hi-fi. Les Ah-Sing décident dès 1965 d'ouvrir deux départements nouveaux : ciné-photo-son d'une part, et appareils ménagers d'autre part. Dans le secteur automobile, des Chinois s'occupent de la commercialisation de marques célèbres, de la vente de pièces détachées pour voitures et ils ont une quinzaine de garages sur les 80 répertoriés. Outre le domaine de la confection féminine et de l'importation d'objets d'artisanat, ils se mettent à investir celui de la quincaillerie, en particulier avec la maison Wong-Wing-Cheung à la Rivière Saint-Louis

C'est dans le domaine industriel que les Chinois font leurs premières armes, essentiellement dans celui de l'agroalimentaire. En 1968, Raphaël Chane-Nam jette les bases d'un complexe de ce type en créant une usine de glaces et de crèmes glacées de la marque Miko. Un autre secteur industriel porteur est celui des boissons gazeuses. L'entreprise des Chane-Hive commence à produire Orangina à partir de 1959, puis Seven-Up et Canada-Dry en 1966.La production monte alors à 50000 bouteilles par jour. Cependant, certains pans de la petite industrie disparaissent complètement. C'est le cas de la fabrication de cigarettes qui était un des secteurs favoris des Chinois. Dans une interview faite avec Ho Haï Quang, Guy Lawson rapporte dans quelles conditions s'est effectuée cette disparition et met en lumière les liens qui unissaient hommes d'affaires chinois et hommes politiques : *« A la fin des années 1950, nous avons décidé de pousser la production de cigarettes, ce qui nécessitait de gros investissements. Avant de les réaliser, nous sommes allés voir Michel Debré pour connaître les intentions du gouvernement concernant tout particulièrement les projets de la Seita à La Réunion. M. Debré nous a assurés qu'il n'y aurait pas de danger pour nous ; plus encore, que nous allions obtenir l'autorisation de fabriquer des Gitanes à La Réunion sous licence de la Seita. Un accord devait d'ailleurs être passé avec le directeur de la Seita en métropole. C'est avec ces garanties que nous avons investi dans un matériel français et suédois ultra moderne très coûteux. Mais les événements ont ensuite joué contre nous. M. Michel Debré a quitté le pouvoir et le directeur de la Seita avec qui nous devions passer un accord est décédé. Enfin, après l'indépendance des colonies françaises, des cadres de la Seita ont été rapatriés en métropole. Certains d'entre eux ont pesé sur la nouvelle direction de la Seita. C'est à la suite de cette série d'événements qu'une filiale de la Seita, la Sitar a été créée à La Réunion et que nous avons perdu le marché de la cigarette »*[3].

[3] Ho Haï Quang, op. cit., p. 296.

On assiste donc durant cette période à un réaménagement des stratégies commerciales des Chinois et à l'émergence d'activités nouvelles, concomitant avec la montée de nouvelles générations. Par ailleurs, ils semblent de plus en plus attirés par d'autres secteurs d'activités, en particulier les professions libérales et la fonction publique.

FONCTION PUBLIQUE ET PROFESSIONS LIBERALES

Les années soixante voient la victoire définitive du système éducatif français sur les écoles franco-chinoises. Certes, depuis l'éclatement de la guerre sino-japonaise en 1937, un sursaut nationaliste avait permis la création de plusieurs écoles franco-chinoises. D'autres étaient nées après la Deuxième Guerre mondiale. Mais vers le milieu des années cinquante, elles commencent à fermer les unes après les autres. C'est le cas de la *Famin Hokkao* (Saint-Denis) en 1954, de celle de Saint-André en 1955, de celle de Saint-Louis en 1958, de l'école cantonaise *Henghua Hokkao* de Saint-Paul en 1960, de l'école hakka *Yukiao Hokkao* en 1960 aussi et de la *Zhongfa Xuexiao* de Saint-Paul en 1965[4]. Ces écoles se heurtaient à plusieurs problèmes. L'abandon de l'optique du retour en Chine après la prise du pouvoir par les communistes en 1949 (accentué à partir de 1966 par la Révolution Culturelle) leur enlevait un de leurs principaux objectifs. On peut citer aussi les causes suivantes : inadéquation des méthodes pédagogiques, problèmes financiers internes, volonté politique assimilatrice française et surtout inanité de cette instruction au regard du marché de l'emploi dont elle ne fournissait pas les clés.

Les parents chinois se veulent pragmatiques et se tournent de plus en plus vers le système éducatif français, grand pourvoyeur d'emplois. Au début des années soixante, ceux dont les enfants ne peuvent avoir accès aux uniques lycées de Saint-Denis envoient leur progéniture dans les écoles privées religieuses de Madagascar, en particulier à Saint-Michel (pour les garçons) ou chez les franciscaines d'Ankadifotsy à Tananarive (pour les filles). Après l'ouverture d'autres lycées à La Réunion, en particulier le lycée Roland-Garros au Tampon en 1965, ils font entrer leurs enfants dans les écoles publiques françaises qui offrent une scolarité gratuite et permettent de poursuivre des études supérieures ou d'entrer dans la fonction publique, parée d'une certaine auréole à La Réunion, permettant l'accès à l'enseignement et renouant par là implicitement avec l'image prestigieuse du lettré telle que l'éthique confucéenne l'avait transmise. D'autres secteurs de la fonction publique voient ainsi l'entrée des Chinois dans les administrations : Vice-rectorat, Préfecture, PTT, Sécurité Sociale…

A partir des années soixante, nombre de jeunes Chinois entament des études dans les universités françaises. Ils ont ainsi accès aux professions libérales. Des estimations faites à partir des années quatre-vingt évaluent à 20 le nombre de médecins généralistes chinois (sur un total de 250 dans l'île), à 15 le nombre de dentistes (sur un total de 125), à 5 celui des architectes (sur 44), à 4 celui des experts-comptables (sur 10). Les conclusions d'une enquête menée par Gilles Gérard méritent d'être citées :

---

[4] Edith Wong Hee Kam, *La diaspora chinoise aux Mascareignes : le cas de la Réunion*, L'Harmattan-Université de La Réunion, Paris, 1996, pp. 375-393.

« D'un questionnaire soumis à un certain nombre de Réunionnais d'origine chinoise par le biais de leurs associations, il ressort que les professions les plus estimées sont celles dites libérales (médecins, etc.), puis celle d'enseignant. La moins retenue est celle du métier des armes ; le statut de commerçant a cependant les faveurs des plus âgés »[5].

Les années soixante constituent un tournant décisif pour la communauté chinoise de La Réunion. La décolonisation et l'arrivée de nouvelles formes commerciales bouleversent un paysage qui était structuré depuis des décennies par la bipolarité détaillants-grossistes et qui fonctionnait beaucoup sur ses réseaux linguistiques Hakka-Cantonais. A côté du commerce alimentaire qui reste l'apanage traditionnel des Chinois apparaissent d'autres activités commerciales et une implantation industrielle dans l'agroalimentaire en particulier. Cette décennie constitue encore une période d'essor et de prospérité, marquée par une dynamique liée aux mutations économiques et sociales que connaît l'île à cette époque. Cette période voit s'accentuer le processus d'intégration enclenché après la guerre et encouragé par la politique française d'assimilation, processus renforcé par le système scolaire vers lequel se tournent les Chinois et auquel, selon leur tradition confucéenne, ils accordent une importance majeure, et cela, d'autant plus que les liens avec la Chine sont devenus bien plus distants depuis que la prise du pouvoir par les communistes a rendu l'entrée en Chine beaucoup plus aléatoire pour les Chinois d'outre-mer.

Ces bouleversements préludent déjà au crépuscule du petit commerce qui aura lieu à partir des années quatre-vingt quand la grande distribution s'imposera de façon définitive dans le paysage réunionnais pendant que l'intégration voit l'émergence sur la scène politique et sociale d'hommes issus de cette communauté, montrant que les Chinois jouent un rôle non négligeable dans la société réunionnaise.

[5] G. Gérard, *Les Réunionnais d'origine chinoise, mémoire de maîtrise de chinois*, Université de Bordeaux III, 1989, p. 65.